

Le ministre des Affaires étrangères roumain, en dépit du traité italien, réclame « les Balkans aux peuples balkaniques ». Le ministre des Affaires étrangères bulgare écarte les tentations mussoliniennes. Enfin le traité italo-hongrois du 5 avril 1927 réveilla les vieilles inquiétudes : « C'est notre tour qui est venu, » gémit *Lupta* de Bucarest. Mais, dit l'*Universul*, « la Petite Entente équivaut à une grande puissance » : elle a à dire son mot.

La réplique de la Petite Entente. — Le 13 mai 1927, les trois ministres des Affaires étrangères se réunissent à Iachimof en Bohême, pour s'assurer de la concordance de leur politique pacifique. Un communiqué nous apprend qu'aucune question n'était exclue de ces utiles entretiens. Nul doute que l'on ne se soit concerté à propos des offensives diplomatiques italiennes.

Toute politique de menace appelle fatalement la réplique. Nous espérons toujours M. Mussolini plus sage que ses journaux inspirés. Depuis des mois, la presse italienne chante pouilles au jeune royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Tout dernièrement encore, elle revendiquait comme italienne la Dalmatie, au nom de « droits historiques », effacés de longtemps par la civilisation sudslave. Les traités avec l'Albanie, avec la Hongrie inquiètent. Les avances à la Bulgarie — bien que rejetées par un ministère assez sage — semblent menaçantes. On peut, dans ces conditions, comprendre la nervosité de cette Nation, qui, pour se créer, a dû lutter les armes à la main sans répit, de 1912 à 1918, et qui a dû abandonner 500.000 Slovènes et Croates d'Istrie.

M. Nintchitch, son ministre des Affaires étrangères